

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/M/5

14 décembre 1995

(95-4051)

**Organe d'examen des politiques commerciales
17-18 octobre 1995**

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MAURICE

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Président: S.E. M. Nestor Osorio Londoño (Colombie)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRELIMINAIRES DU PRESIDENT	2
II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DE MAURICE	3
III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR	6
IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR	8
V. DECLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	10
VI. REPONSES DU REPRESENTANT DE MAURICE ET AUTRES OBSERVATIONS	14
VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DU PRESIDENT DU CONSEIL	20

I. REMARQUES PRELIMINAIRES DU PRESIDENT

1. L'examen de la politique commerciale de Maurice s'est déroulé les 17 et 18 octobre 1995. Le Président a souhaité la bienvenue aux membres de l'Organe d'examen, à la délégation de Maurice dirigée par Son Excellence M. D. Gunjah, Ministre du commerce et de la navigation maritime, ainsi qu'aux présentateurs, M. Chiedu Osakwe (Nigéria) et Mme Clare Birgin (Australie). Il a rappelé que le rapport du gouvernement mauricien figurait sous la cote WT/TPR/G/5, celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/5 et les principaux points que se proposaient de soulever les présentateurs sous la cote WT/TPR/W/9.
2. Le Président a rappelé les objectifs du Mécanisme d'examen des politiques commerciales ainsi que les principales procédures de conduite des travaux de la réunion. Les questions écrites de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis, de Hong Kong et de l'Union européenne avaient été communiquées à la délégation de Maurice.
3. Rappelant que des organisations intergouvernementales assisteraient aux réunions du Conseil général conformément à des décisions prises sur la base des arrangements spéciaux, le Président a proposé que l'Organe d'examen des politiques commerciales invite à sa prochaine séance la FAO, le FMI, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale qui ont demandé à bénéficier du statut d'observateur.

II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DE MAURICE

4. Le représentant de Maurice a remercié l'OMC de lui avoir donné la possibilité de débattre avec ses Membres des politiques et pratiques commerciales de son pays. La délégation mauricienne est heureuse de l'intérêt qui a été manifesté pour la République de Maurice et sera heureuse de répondre aux questions et d'éclaircir les points qui pourraient être soulevés.

5. Le représentant de Maurice a estimé que la réunion offrait à Maurice une excellente opportunité de faire le point et affirmé aux Membres que leurs observations et leurs remarques seraient les bienvenues.

6. Le fait que Maurice est Membre fondateur de l'OMC dénote que son gouvernement souscrit intégralement aux buts et objectifs de cette organisation, et en particulier à la libéralisation et à l'expansion des échanges commerciaux mondiaux sur la base de la réciprocité et de la non-discrimination ainsi que des principes du traitement spécial et différencié des pays en développement.

7. Le représentant de Maurice a ensuite commenté les caractéristiques principales du développement économique et social de Maurice au cours des deux dernières décennies, caractéristiques qui étaient exposées dans les rapports présentés.

8. Jusqu'à l'indépendance, en 1968, l'économie mauricienne reposait sur la monoculture et dépendait pour beaucoup de l'exportation du sucre. Les programmes de stabilisation et de restructuration entrepris dans les dernières années 70 et les premières années 80 ont largement contribué à créer un environnement qui permettait de tirer pleinement parti du redressement de l'économie mondiale intervenu dans les premières années 80. Une série de mesures importantes prises durant cette période ont amorcé la transition d'une économie qui reposait sur un seul produit à une économie à base industrielle, d'un état de chômage chronique à une situation de plein emploi, d'une stratégie industrielle fondée sur le remplacement des importations vers une stratégie axée principalement sur l'exportation, enfin d'une crise aiguë de balance des paiements à une stabilité financière relative. Cette approche d'une nouvelle politique économique a été aidée par une longue tradition de respect des principes démocratiques et par la stabilité politique du pays.

9. La croissance économique s'est accompagnée de progrès sociaux: hausse des revenus, plein emploi et relèvement des niveaux de vie, amélioration des moyens d'éducation et de protection sanitaire, enfin prolongation de l'espérance de vie moyenne. Le développement a été favorisé par plusieurs accords de commerce préférentiels, des termes de l'échange favorables, une infrastructure sociale et matérielle bien développée, enfin des politiques adéquates.

10. Le succès économique de Maurice est toutefois resté très fragile. La vulnérabilité de l'île aux cyclones a nui à l'agriculture et à d'autres activités économiques, et son éloignement de ses principaux marchés d'importation et d'exportation a constitué une contrainte importante à un nouveau développement des échanges commerciaux. De plus, l'étroitesse du marché intérieur n'a pas permis aux industries mauriciennes de réaliser des économies d'échelle. Le représentant de Maurice a estimé que le cas particulier des petits Etats insulaires, comme l'est la République de Maurice, justifiait une prise en considération particulière dans le cadre de l'OMC.

11. Il est évident que les préférences commerciales dont a bénéficié Maurice ont contribué sensiblement à son développement économique et à l'augmentation de ses échanges commerciaux. Il s'agit notamment de l'accès préférentiel offert à des produits mauriciens - le sucre et les textiles - sur le marché de l'Union européenne en vertu de la Convention de Lomé et du Protocole concernant le sucre, ainsi que de l'ouverture du marché des Etats-Unis en vertu d'un accord bilatéral. Comme l'agriculture et les textiles sont désormais intégrés dans le système de l'OMC, Maurice va souffrir

d'une érosion des préférences dont elle bénéficie sur ses marchés traditionnels, suite à la réduction des prix du sucre et des textiles notamment sur le marché de l'Union européenne. Le représentant de Maurice s'est déclaré heureux de la décision prise par les Membres de l'OMC d'approuver une dérogation GATT à la Convention de Lomé IV, valable jusqu'en février 2000, et a déclaré espérer que cet esprit de solidarité en faveur des pays vulnérables continuerait de prévaloir dans les futures décisions de l'OMC.

12. Le gouvernement de Maurice a pris les mesures nécessaires pour l'intégration du pays dans le système de commerce multilatéral, et notamment celles concernant la conformité aux obligations de notification à l'OMC, l'abaissement des droits de douane en 1994 sur plus de 4 000 positions du tarif et la réduction au minimum des contrôles du commerce d'importation, qui sont applicables exclusivement pour des motifs de santé, de sécurité et d'environnement.

13. Les réformes apportées à la politique commerciale au cours des quelques années qui viennent de s'écouler ont eu pour principal objectif une répartition efficace des ressources. La mise en place d'une politique commerciale simple et transparente va contribuer à l'élimination des distorsions et des décalages entre les secteurs des produits commercialisables et ceux des autres produits, permettre l'exploitation des concordances entre secteurs, réduire au minimum les possibilités d'action discrétionnaire et faire baisser les dépenses d'administration.

14. Les réformes des politiques commerciales devront s'accompagner de réformes des marchés des facteurs et des autres secteurs économiques. C'est seulement une approche globale de cette nature, tenant compte de l'interdépendance entre les différentes parties de l'économie, qui permettra d'assurer durablement une répartition efficace des ressources.

15. Maurice reconnaît combien il importe d'incorporer dans sa législation nationale les dispositions de l'Accord sur l'OMC. C'est pourquoi ses autorités ont déjà demandé au Secrétariat de l'OMC de leur prêter une assistance technique en vue de la rédaction de lois appropriées portant sur plusieurs points importants, dont la lutte contre le dumping, les mesures compensatoires, les mesures de sauvegarde, l'évaluation en douane et les droits de propriété intellectuelle. En attendant que soit adoptée la législation voulue, le gouvernement mauricien a chargé une Commission de connaître des cas de dumping, de compensation et de sauvegarde en se conformant aux dispositions des Accords issus du Cycle d'Uruguay. De plus, deux rapports sur les marchés publics et les pratiques commerciales restrictives sont à l'étude.

16. Dans le dessein de ne pas se laisser dépasser par la dynamique du commerce mondial, en ce qui concerne en particulier les secteurs nouveaux, Maurice ne néglige aucun effort pour intégrer son secteur des services. Abstraction faite des résultats notables obtenus dans le domaine du tourisme et de la contribution de cette activité au PIB, Maurice s'emploie de son mieux à asseoir son économie sur un quatrième pilier, à savoir le secteur des activités offshore, des ports francs et des autres services financiers, ainsi qu'à se poser en centre financier régional.

17. La mise en oeuvre de l'Accord OMC sur l'agriculture offre de nombreuses opportunités nouvelles, mais Maurice ne dispose malheureusement que de peu de possibilités d'en tirer parti. Ses terres cultivables sont déjà largement exploitées et le pays n'est pas à même de produire l'intégralité des denrées alimentaires dont il a besoin. Il importe la totalité de ses aliments de base, c'est-à-dire le riz et la farine, et se situe de ce fait parmi les pays importateurs nets de produits alimentaires. Le gouvernement mauricien suit de près l'évolution de la situation au Comité OMC de l'agriculture. Comme il faut s'attendre que les prix mondiaux des produits alimentaires augmentent par suite de la réduction des subventions, la facture des importations alimentaires de Maurice va selon toute vraisemblance se trouver fortement alourdie.

18. En résumé, le représentant de Maurice a souligné combien son pays était vulnérable sur le plan du commerce international, citant à ce sujet les problèmes liés à son éloignement géographique et à ses gros besoins d'importation de produits alimentaires de base et de matières premières. Le représentant de Maurice s'est dit inquiet des retombées de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay sur certains secteurs de l'économie mauricienne, par exemple celui des textiles, en raison de l'érosion des préférences. Il a ajouté qu'il souhaitait donc lancer un appel spécial en faveur des petits pays insulaires tels que Maurice qui, à son avis, devaient bénéficier dans le cadre de l'OMC d'une considération particulière. Cela dit, il a répété que son pays restait attaché résolument et sans conditions à la réalisation des objectifs de l'OMC.

III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR

19. M. C. Osakwe, premier présentateur, s'est déclaré heureux de pouvoir participer à l'examen de la politique commerciale mauricienne, en lequel il voyait un exercice constructif et interactif. Cet examen retient particulièrement l'attention du fait que l'économie mauricienne est prospère. Le fait que le succès économique de ce pays tient aux politiques appliquées par lui dans le respect des règles du commerce multilatéral intéresse beaucoup les autres pays. Les observations de M. Osakwe allaient porter sur quatre grands thèmes: i) les aspects positifs de la politique économique mauricienne, ii) les domaines nécessitant des améliorations, iii) les considérations régionales et iv) l'appui de la communauté internationale.

i) Aspects positifs de la politique économique mauricienne

20. Il est évident que le gouvernement mauricien est engagé sans équivoque dans la voie de la libéralisation des échanges commerciaux et a adopté dans ce domaine un programme digne de louanges. Les efforts déployés pour diversifier l'économie et créer les conditions qui conviennent pour les investissements étrangers ont été motivés par la prise de conscience du fait que les capitaux étrangers sont indispensables pour atteindre les objectifs commerciaux et économiques de la nation. Ils dénotent que le gouvernement entend appliquer ses politiques dans le respect des règles, des obligations et des disciplines établies.

21. Depuis dix ans, les contrôles des prix, la taxe sur les exportations de sucre, le régime des licences d'importation, les restrictions quantitatives, les droits de douane maximaux et le prélèvement à l'importation ont été soit sensiblement réduits, soit éliminés. Depuis 1980, la mise en place d'un programme de stabilisation, l'élimination des contrôles des prix, l'utilisation intelligente d'un taux de change flexible, l'accroissement de la productivité et la libéralisation des échanges ont tous contribué à la stabilité macro-économique du pays. Cependant, M. Osakwe estimait que la prudence s'imposait en matière de politiques de l'emploi et de balance des paiements. Etant donné le lien évident entre politique de l'emploi et politique commerciale, M. Osakwe, estimant que la volonté politique de réaliser le plein emploi pouvait peut-être avoir à moyen ou long terme un effet déstabilisateur, a demandé des précisions sur le point de savoir si les seules forces du marché, ou bien d'autres considérations, modelaient les politiques de l'emploi. Notant également que la balance des paiements courants et la balance commerciale mauriciennes étaient de tout temps en déficit, il a demandé quelles mesures de redressement le gouvernement entendait adopter à cet égard.

22. M. Osakwe s'est dit satisfait de l'efficacité accrue qui résulte de l'informatisation des opérations douanières, permettant l'expédition en dix minutes des déclarations d'importation et le dédouanement des marchandises dans le délai d'un ou deux jours. En matière de protection de la propriété intellectuelle, M. Osakwe a reconnu que Maurice se conformait aux dispositions des Conventions de Berne et de Paris et que sa législation interne protégeait les droits de propriété intellectuelle, plus précisément les marques commerciales et les indications géographiques. Il pensait qu'il serait bon d'être renseigné sur les cas de falsifications de l'origine et sur la protection effective des droits de propriété intellectuelle accordés par Maurice dans ce secteur où les abus sont fréquents. L'établissement de statistiques des infractions dans le cas de tous les pays pourrait renforcer la transparence et affermir l'ordre commercial mondial.

23. M. Osakwe a félicité les autorités mauriciennes des politiques adoptées par elles pour protéger l'environnement aux fins d'un développement soutenable, mais il a rappelé que les mesures commerciales prises pour protéger l'environnement devaient avoir le minimum d'effets restrictifs sur les échanges et répondre au critère de la nécessité. Le présentateur a souhaité recevoir des précisions plus grandes

au sujet des politiques d'incitation fiscale et des restrictions imposées aux fournisseurs étrangers de services.

24. En résumé, M. Osakwe a déclaré estimer que les aspects positifs des politiques mauriciennes, associés à la forme démocratique de gouvernement, allaient garantir une adhésion progressive aux règles commerciales internationales et créer, pour les capitaux étrangers, un environnement présentant des risques faibles et, partant, acceptables.

ii) Domaines nécessitant des améliorations

25. M. Osakwe a demandé comment le système des fournisseurs "déclarés" ou "non déclarés" cadrerait avec les principes fondamentaux de la nation la plus favorisée et de la non-discrimination. Les taux de droits effectivement appliqués à Maurice sur les produits agricoles sont bien inférieurs aux plafonds consolidés, et l'harmonisation des taux réduirait, selon lui, le risque d'irrégularités douanières.

26. Se référant aux nombreuses entreprises de commerce d'Etat qui existent à Maurice, le présentateur a insisté sur le fait que le commerce d'Etat crée des monopoles et des inefficacités et fausse les prix. Les importateurs exclusifs, en mesure de fixer les prix des produits, imposent des restrictions à la concurrence et érigent véritablement des obstacles aux échanges commerciaux. M. Osakwe a demandé à ce sujet ce que la délégation mauricienne pensait de la compatibilité du commerce d'Etat avec le programme mauricien de libéralisation des échanges et de la privatisation vraisemblable des entreprises parastatales.

iii) Régionalisation

27. Relevant que les accords régionaux se multipliaient dans le commerce international, M. Osakwe a demandé à la délégation mauricienne d'exposer les politiques que Maurice entendait promouvoir au sein du COMAOA afin de libéraliser les échanges commerciaux à la fois à l'intérieur de ce marché commun et à l'extérieur.

iv) Appui de la communauté internationale

28. Comme le gouvernement de Maurice l'a reconnu lui-même, la plus grande partie des succès du pays tiennent à l'accès préférentiel dont il bénéficie sur certains marchés. Les fondations de l'économie mauricienne pourraient se trouver renforcées si les autorités en amélioraient l'efficacité et la compétitivité avec le soutien de la communauté internationale, soutien qui pourrait par exemple prendre la forme de la levée des restrictions bilatérales à l'importation de certains articles d'habillement exportés par Maurice.

IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR

29. Mme C. Birgin, deuxième présentateur, a félicité les autorités mauriciennes de leur réaction aux résultats du Cycle d'Uruguay, qui s'exprime par une faculté d'adaptation aux nouveaux défis. Maurice a radicalement transformé son économie qui a profité de politiques axées sur l'exportation et des avantages apportés par l'accès préférentiel à certains marchés.

30. Maurice méritait d'être félicitée pour avoir abaissé ses droits de douane, démantelé ses restrictions quantitatives, libéralisé son secteur financier et adopté progressivement les normes internationales. La présentatrice a relevé qu'en qualité de Membre fondateur de l'OMC Maurice avait pris des engagements importants dans le secteur touristique et participé pleinement aux négociations sur les télécommunications de base dans le cadre du processus d'examen des politiques commerciales. D'autre part, l'orientation du pays vers l'extérieur ressort du rôle de premier plan qu'il joue dans divers groupements régionaux, y compris, depuis peu, celui des riverains de l'océan Indien. Mme Birgin a demandé au gouvernement de Maurice d'exposer comment il concevait le rôle des groupements régionaux dans le commerce multilatéral et comment sa stratégie d'orientation vers l'extérieur allait faciliter l'intégration de son économie bipolaire.

31. Mme Birgin s'est demandé dans quelle mesure la législation mauricienne était conforme avec les obligations liées à l'appartenance à l'OMC, et quand le Sous-Comité des aspects juridiques étudierait cette question. Elle a également posé le problème des fournisseurs "non déclarés de préférence" et demandé comment l'imposition à ces fournisseurs de droits de douane et d'accise supplémentaires cadrerait avec la notion de l'efficacité des sources d'approvisionnement, incorporée dans l'Accord général.

32. Quant à la concordance des politiques commerciales avec les principes du marché, la présentatrice a relevé qu'il pouvait être imposé des formalités de licence pour faire respecter les réglementations techniques, pour encourager les productions agricoles locales, ou encore pour sauvegarder les privilèges d'entreprises d'Etat. La sécurité alimentaire étant invoquée, Mme Birgin a demandé s'il avait été fixé un plafond au niveau des réserves jugées nécessaires pour assurer cette sécurité. De même, l'auto-approvisionnement constitue-t-il un objectif permanent dans les secteurs où Maurice ne peut soutenir la concurrence, ou bien les restrictions à l'importation seront-elles levées au moment de la restructuration du secteur agricole? De plus, comment les pouvoirs publics veillent-ils à ce que les entreprises de commerce d'Etat qui jouissent de monopoles d'importation appliquent de "sains principes commerciaux"? La présentatrice a également demandé pourquoi le gouvernement ayant reconnu que les subventions à la consommation de certaines denrées de base ne se justifiaient pas, il a décidé de les remettre en vigueur, et s'il envisageait d'y mettre fin. Mme Birgin a fait observer qu'il n'était pas évident que la taxe sur les exportations de sucre ait été véritablement supprimée.

33. Mme Birgin a ensuite commenté les effets des politiques du travail et de l'éducation sur la répartition des ressources. Maurice a admirablement réussi à substituer une situation de plein emploi à un fort chômage et entend certainement préserver cet état de choses dans le contexte plus ouvert et concurrentiel issu du Cycle d'Uruguay. Pour conserver sa compétitivité sur le plan international, Maurice doit, en raison de ses ressources limitées et de la nécessité d'exporter, accroître sa productivité et améliorer la qualité de ses produits. Il faut donc que ses autorités adoptent une approche globale de la mise en valeur des ressources humaines. Mme Birgin a constaté l'existence d'un certain nombre de programmes de formation et de diffusion des technologies, mais elle se demande s'il existe une stratégie globale, applicable au secteur public comme au secteur privé, qui encourage les travailleurs à s'orienter vers des secteurs à productivité plus élevée. Etant donné la forte proportion de femmes dans la population active, la présentatrice a demandé si les organismes publics compétents allaient s'intéresser à la question de l'égalité des salaires et des possibilités d'éducation et d'emploi en faveur des femmes, afin de tirer parti au maximum de cette ressource.

34. La présentatrice a insisté sur l'opportunité de donner, afin d'inspirer confiance aux partenaires commerciaux en puissance, plus de transparence à la réglementation du commerce extérieur, concernant en particulier les divers programmes d'incitation et la façon discrétionnaire d'accorder des exonérations de droits. Plus précisément, Mme Birgin se demandait sur quels règlements s'appuyait l'application effective du traitement fiscal spécial implicitement fondé sur les résultats obtenus à l'exportation. En matière de transparence, il fallait également noter l'absence de taux effectifs des droits d'accise sur les produits locaux.

35. Enfin, au sujet de l'intégration de l'économie bipolaire, la présentatrice a proposé qu'un organisme indépendant habilité à étudier l'ensemble des politiques commerciales adopte à cet effet une approche globale de l'économie et fasse connaître, moyennant une enquête publique, quels seraient les coûts de l'assistance et des contraintes qui pèseraient dans tous les secteurs sur les branches de production et les consommateurs. Cela aurait l'avantage supplémentaire d'aider Maurice à satisfaire à ses engagements multilatéraux dans le contexte de ses politiques intérieures.

V. DECLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

36. Le représentant du Canada a félicité les autorités mauriciennes des politiques appliquées par elles, qui ont stimulé un développement et une diversification rapides, permettant ainsi de tripler en 15 ans le revenu par habitant. Les échanges entre le Canada et Maurice s'élevaient en gros à 10 millions de dollars canadiens par an et les sociétés canadiennes qui travaillaient à Maurice étaient satisfaites du climat économique régnant dans le pays. Le représentant du Canada s'est dit satisfait du programme de réforme agraire mis en place à Maurice et a déclaré espérer que la réforme permettrait d'abaisser les droits de douane, dans la ligne du régime de commerce international. L'engagement de Maurice à respecter cette ligne ressort à l'évidence de son adhésion à l'OMC en tant que Membre fondateur, comme de sa participation au COMAOA et à d'autres accords de commerce bilatéraux. Les chiffres qui figurent dans le rapport du Secrétariat révèlent combien la situation s'est améliorée à Maurice depuis 20 ans: les exportations ont augmenté de plus de 200 pour cent, la composition des produits exportés et les marchés d'exportation se sont diversifiés et les échanges intrarégionaux se sont largement développés. A cet égard, le représentant du Canada s'est demandé dans quelle mesure Maurice a fait appel aux services du Centre du commerce international (CCI). Il a encouragé Maurice à diversifier ses sources de recettes et à réduire la contribution des droits d'importation à son budget. Il s'est félicité des réformes entreprises dans le secteur financier, qui sont pour lui une preuve supplémentaire du fait que les autorités mauriciennes se sont engagées dans une réforme en profondeur de tous les secteurs de l'économie.

37. Le représentant du Sénégal a noté que les politiques de rigueur, appliquées dans un climat de libéralisation économique, ont permis à Maurice d'acquérir une compétitivité remarquable. L'adhésion du pays à plusieurs accords de coopération commerciale témoigne de son ouverture internationale. La modernisation du secteur agricole a conduit à une diversification des cultures et à la réduction des importations alimentaires et donné ainsi un exemple à l'ensemble de l'Afrique. Le représentant du Sénégal en a appelé à la communauté internationale pour qu'elle aide Maurice dans sa volonté de développement économique au sein d'un monde interdépendant.

38. Le représentant de l'Union européenne a remercié les présentateurs de la qualité de leurs observations et reconnu, avec le premier présentateur, que l'emploi et la balance des paiements étaient des paramètres critiques. Il serait difficile de critiquer les résultats déjà acquis par Maurice, mais, selon l'intervenant, la situation actuelle s'assortit d'un nouvel ensemble de défis dont Maurice est bien conscient, et le représentant de l'Union européenne ne voyait pas exactement comment le gouvernement mauricien avait l'intention de remédier à la situation. Le déficit budgétaire, exemplaire puisqu'il se situe à moins de 2 pour cent du PIB, va augmenter de plus en plus en raison de la suppression de la taxe sur les exportations et de l'élargissement des programmes d'incitations fiscales, limités jusque-là à la zone de transformation pour l'exportation. Il semble que les avantages fiscaux vont maintenant être accordés à toutes les branches de production, ce qui fait penser à un retour à une économie de remplacement des importations et ne fait pas clairement ressortir comment se pratiquera l'intégration de l'économie bipolaire. La tendance à la réduction des investissements étrangers et l'augmentation des sorties nettes sont tant soit peu préoccupantes et, si l'on a bien dit que le risque couru à Maurice par les investisseurs reste faible, l'investissement dans le pays a perdu certains de ses anciens avantages et des mesures politiques délibérées vont s'imposer. En ce qui concerne l'agriculture, le représentant de l'Union européenne doutait que l'accent toujours mis sur les investissements dans le secteur sucrier, y compris pour le maintien de l'emploi, se révèle valable à la longue. Il ne voyait pas très bien quelles politiques étaient appliquées pour diversifier l'économie et la rendre moins dépendante de la production sucrière. Il ne partageait pas pleinement les préoccupations exprimées au sujet de l'effet que produirait sur la facture d'importation la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires consécutive à la libéralisation générale du commerce des produits agricoles, et cela ne suffisait pas non plus, à son avis,

pour étayer une politique de diversification agricole. Au sujet des groupements régionaux, l'intervenant a souhaité savoir comment Maurice concevait son rôle dans son commerce bilatéral avec l'Afrique du Sud et dans les initiatives régionales. Le représentant de l'Union européenne avait l'impression, en ce qui concerne le régime de commerce extérieur en général, que la protection tarifaire effective demeurait très élevée, mais la tendance, notamment dans le cadre des groupements régionaux, devait aller dans le sens de la réduction des taux de protection effective, ce qui risquait d'exercer certaines pressions sur le budget de l'Etat. Quant aux politiques de l'environnement, l'intervenant a déclaré souhaiter savoir dans quelle mesure le principe "pollueur, payeur" était en fait appliqué.

39. Le représentant de Hong Kong a félicité les autorités mauriciennes du programme de libéralisation des échanges entrepris par elles et a déclaré espérer que cette tendance persisterait. Le gouvernement de Maurice a pris une série de mesures d'ajustement de son secteur des textiles et du vêtement, dans le sillage de la libéralisation mondiale des échanges, mesures qui, de l'avis de l'intervenant, vont inciter le secteur à s'orienter vers des productions à plus forte valeur ajoutée. Le développement du tourisme pourrait être encore encouragé par l'assouplissement des restrictions imposées à la participation étrangère, qui améliorerait la qualité des services et le potentiel d'acquisition de devises de ce secteur. Malgré le développement phénoménal des équipements de télécommunications, la demande dans ce secteur continue de dépasser largement l'offre. Maurice libéralise progressivement le secteur et l'intervenant a déclaré espérer que les autorités mauriciennes pourraient faire une bonne offre à l'issue des négociations sur les télécommunications de base. Après avoir fait rapidement référence aux questions écrites présentées par Hong Kong, son représentant a conclu en affirmant que les relations commerciales entre son pays et Maurice étaient bonnes, que le commerce bilatéral entre les deux pays se développait régulièrement et qu'il espérait voir ce mouvement se poursuivre.

40. La représentante de l'Australie a remercié les présentateurs de leur analyse de la situation, qui avait fait ressortir plusieurs points intéressants. Maurice a pris de nombreuses mesures en vue de libéraliser son commerce extérieur et d'éliminer les distorsions dont souffre sa politique économique; elle a commencé à adopter les normes internationales, revu ses règlements sanitaires et vétérinaires, mis fin à la plupart des restrictions à l'importation sous la forme de licences, libéralisé le secteur financier et abaissé ses droits de douane. Parmi les défis auxquels se trouve confronté Maurice figurent l'abrogation progressive de l'AMF, comment diversifier ses produits et ses marchés d'exportation et comment encourager de nouveaux ajustements dans l'industrie sucrière en évitant les subventions et les autres mesures de nature à fausser les courants d'échanges. La représentante de l'Australie a fait observer que les engagements pris par Maurice lors du Cycle d'Uruguay concernant l'accès à son marché n'allaient pas très loin et elle a exprimé l'espoir que Maurice ne profiterait pas de cette liberté pour ériger des obstacles aux échanges commerciaux. Pour elle, les politiques actuelles devaient être modifiées sur les points suivants: traitement NPF pour les fournisseurs non déclarés de préférence en matière de droits de douane et d'accise; traitement national pour ce qui concerne les droits d'accise; amélioration de la transparence dans l'administration des concessions tarifaires; plus d'efforts dans l'application de meilleures méthodes d'évaluation des risques de parasitoses et dans celle de la Convention internationale sur la protection des végétaux dans les décisions de quarantaine; réduction des régimes de licences utilisés dans certains secteurs, pour favoriser l'auto-provisionnement; réduction de la progressivité des droits dans certains secteurs, notamment celui du vêtement; enfin, recours plus limité aux incitations fiscales et exonérations de droits qui semblent jouer effectivement comme des subventions à l'exportation. Il existe également à Maurice un certain nombre d'organismes auxquels les pouvoirs publics ont accordé des monopoles de commerce ou d'importation et la représentante de l'Australie a estimé qu'il fallait veiller à ce que ces organismes respectent dans leur activité des considérations commerciales normales. L'Australie a également posé des questions écrites et attend les réponses de la délégation mauricienne.

41. Le représentant de l'Egypte a insisté sur l'importance que l'exercice en cours revêtait pour Maurice qui pouvait en tirer d'importantes leçons. Les autorités mauriciennes méritent d'être félicitées

de leur politique économique, marquée par des mesures d'ajustement positives qui ont orienté l'économie du pays vers le commerce et l'exportation. Pour le représentant de l'Egypte, Maurice a besoin du soutien de la communauté internationale, à la fois en raison de l'érosion des préférences dont le pays bénéficiait sur le marché de l'Union européenne et afin de l'encourager à poursuivre sa politique de libéralisation de l'économie et du commerce ainsi que de diversification de son infrastructure industrielle. Enfin, le représentant de l'Egypte a demandé à la délégation mauricienne de lui faire savoir comment elle concevait la coopération avec les pays d'Afrique sur la base du Traité d'Abuja, et le développement des relations commerciales avec les autres pays d'Afrique avec lesquels Maurice n'a pas conclu d'accords de commerce régionaux ou bilatéraux.

42. Le représentant du Maroc a déclaré que son pays avait avec Maurice deux points communs, celui d'être un pays africain et celui d'être un pays en développement confronté à des problèmes similaires, y compris celui de trouver sa place dans un contexte mondial en mutation. Comme la délégation mauricienne, le représentant du Maroc s'inquiétait des résultats du Cycle d'Uruguay, y compris de leurs répercussions éventuelles pour les importateurs nets de produits alimentaires. Le Maroc suit de près les efforts déployés à l'OMC pour donner effet à la décision prise à Marrakech au sujet des effets négatifs du programme de réforme agricole pour les pays en développement. L'intervenant a estimé que la communauté internationale devait encourager les efforts de libéralisation entrepris par Maurice et il a également demandé des précisions sur les principes et l'origine de la liste des territoires "déclarés" et sur sa conformité avec les obligations souscrites dans le cadre de l'OMC.

43. Le représentant du Japon a reconnu que les autorités mauriciennes avaient adopté une attitude positive vis-à-vis de la libéralisation des échanges, comme le prouvait leur participation au Cycle d'Uruguay, les concessions tarifaires accordées et l'adhésion de Maurice à l'OMC. On pouvait encore en trouver des preuves dans le démantèlement du contrôle des prix, dont le Japon espérait l'élimination intégrale, dans l'abolition, à certaines exceptions près, des licences d'importation, dans l'abaissement des droits de douane sur 4 400 positions du tarif, dans la réduction de 600 à 100 pour cent du droit de douane maximal et enfin dans l'élimination des surtaxes à l'importation. Le représentant du Japon a relevé que le développement de la zone de transformation pour l'exportation et celui du tourisme avaient largement contribué au succès de la diversification de l'économie mauricienne. Il a déclaré admirer la coopération qui s'était instaurée entre le gouvernement et le secteur privé et espérer que Maurice s'en tiendrait à ses politiques commerciales équilibrées et rationnelles. Pour lui, la simplification des procédures d'appels d'offres dans le cas des marchés publics constituait un progrès dans le sens de la transparence, et il espérait qu'il serait possible également d'accroître la transparence du régime des exemptions de droits de douane, que Maurice ferait en sorte que ses interdictions d'importer et son régime de licences à l'importation concordent avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC en la matière, et enfin que Maurice améliorerait le traitement réservé aux investisseurs étrangers dans le secteur touristique.

44. Le représentant du Zimbabwe a relevé ce qu'il a qualifié de "paradoxe du développement", à savoir la coexistence d'une orientation vers l'extérieur des politiques mauriciennes et de contrôles des importations et des prix destinés à soutenir des monopoles d'Etat, qui risquent de freiner le développement. En ce qui concerne le déficit des comptes courants, la croissance des importations, c'est-à-dire des produits intermédiaires en vue d'une production finale, fait naturellement partie d'une économie en expansion axée sur le commerce d'exportation. La croissance notable des échanges préférentiels avec des pays extérieurs à l'Union européenne constitue un facteur positif de diversification des marchés. Pour l'intervenant, le commerce NPF devait et allait jouer un rôle de plus en plus important, et le commerce intrarégional devait servir de moyen de développer encore la diversification. Le représentant du Zimbabwe a également demandé dans quelle mesure le Système généralisé de préférences avait contribué à l'expansion des échanges commerciaux de Maurice.

45. Le représentant des Etats-Unis a félicité les autorités mauriciennes des mesures constructives qu'elles avaient prises pour promouvoir les investissements, diversifier l'économie du pays et libéraliser de façon notable les échanges commerciaux. Comme le montrent les rapports, ces efforts ont spectaculairement servi les intérêts économiques de Maurice depuis dix ans et vont continuer à le faire grâce à l'élargissement des courants d'échanges, à la mise en place d'une infrastructure diversifiée et à l'offre de plus grands choix aux consommateurs. Néanmoins, les Etats-Unis restent préoccupés par certains aspects du régime du commerce extérieur de Maurice, et entre autres par les engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay concernant les normes et les services. En matière de normes, le représentant des Etats-Unis a demandé dans quel sens la législation s'orientait et comment elle concorderait avec l'Accord OMC sur les obstacles techniques au commerce. L'intervenant a félicité Maurice d'avoir pris l'engagement de protéger la propriété intellectuelle, engagement démontré par son adhésion aux Conventions de Paris et de Berne ainsi qu'à l'OMPI; la délégation des Etats-Unis a posé des questions écrites afin d'obtenir des précisions sur l'édifice actuel des lois et leur application. En matière d'investissements, la libéralisation a eu pour conséquence des investissements étrangers directs substantiels, réalisés depuis 20 ans, et l'intervenant a déclaré espérer que Maurice poursuivrait son mouvement de libéralisation dans ce domaine, en particulier en renonçant au traitement différencié des investisseurs étrangers. Quant aux services et aux engagements de Maurice concernant l'accès aux marchés des télécommunications et du tourisme, le représentant des Etats-Unis a relevé que les réglementations ne concordaient pas avec le principe du traitement national. En résumé, il a jugé très spectaculaires les résultats de la libéralisation et déclaré espérer continuer de collaborer avec Maurice aux efforts déployés par ce pays pour réduire les obstacles à l'accès à son marché des services et pour rendre plus transparent son régime de commerce extérieur.

46. Le représentant de Madagascar s'est dit satisfait des excellentes relations économiques que son pays entretenait avec Maurice dans le cadre du COMAOA, de la Commission de l'océan Indien et de l'accord bilatéral entre les deux pays concernant le commerce extérieur et les finances. Il a félicité Maurice de la façon dont ce pays mettait en oeuvre ces accords, et ajouté que Maurice constituait pour Madagascar un modèle de développement. Il a demandé des précisions sur la position politique du gouvernement mauricien au sujet de l'exportation de capitaux de Maurice pour des motifs liés au coût de la main-d'oeuvre.

47. Le représentant de la Côte d'Ivoire a félicité Maurice d'avoir diversifié son économie pour la rendre moins tributaire du sucre et développé son commerce d'exportation d'articles d'habillement ainsi que le tourisme et d'autres secteurs des services. La libéralisation des échanges et des changes ainsi que les nombreux engagements pris par Maurice dans le cadre du Cycle d'Uruguay prouvent que le pays entend participer activement au système de commerce multilatéral, ce qui l'aidera à atteindre ses objectifs de développement. Bien qu'il reste encore des points sur lesquels porter son attention, les efforts déployés par Maurice sur le plan intérieur et en vertu de ses engagements internationaux méritent d'être soutenus et encouragés par la communauté internationale.

48. La représentante du Cameroun a félicité Maurice de la diversification de ses productions et de ses exportations. Elle a souhaité qu'on lui explique en quoi consistaient les fournisseurs "non déclarés" et ce que le Cameroun pourrait faire pour se trouver inclus dans la catégorie des territoires "déclarés". L'importance des investissements étrangers a été nettement mise en évidence et la représentante du Cameroun a demandé instamment aux pays développés de continuer à accorder leur considération et leur attention à Maurice et à reconnaître la qualité des résultats obtenus par ce pays.

49. Le représentant de la Hongrie a lui aussi félicité Maurice de la libéralisation et de la diversification de son économie. Si la plupart des questions qu'il entendait poser l'avaient déjà été par les présentateurs et d'autres délégations, il souhaitait signifier qu'il aimerait comprendre les justifications de la liste de fournisseurs "déclarés".

VI. REPONSES DU REPRESENTANT DE MAURICE ET AUTRES OBSERVATIONS

50. Les réponses du représentant de Maurice ont porté successivement sur les points suivants: i) l'orientation politique générale; ii) les instruments de politique commerciale; iii) les politiques sectorielles; iv) les contraintes extérieures; enfin v) les droits de la femme.

i) Orientation politique générale

51. Le représentant de Maurice a estimé que l'Accord de Marrakech avait transformé le contexte commercial mondial et posé de ce fait d'énormes défis à la plupart des pays en développement. Les défis auxquels sont confrontés les pays insulaires tels que Maurice, à l'économie largement ouverte vers l'extérieur, sont directs et formidables. Mais l'engagement pris par la communauté internationale de libéraliser les échanges commerciaux doit également offrir aux pays en développement des possibilités réelles sur le marché mondial. Le gouvernement mauricien a pleinement conscience que ces possibilités seront ouvertes pour l'essentiel aux pays les plus efficaces et les plus concurrentiels, et c'est pourquoi les responsables des politiques mauriciennes doivent s'attacher essentiellement à améliorer la productivité et la compétitivité de tous les secteurs de l'économie du pays. Le gouvernement a déjà entrepris un programme destiné à accélérer les ajustements économiques indispensables et à réduire au minimum le coût de l'adaptation à un environnement de libre-échange.

52. Le gouvernement a adopté une stratégie à trois grands axes pour faire face aux défis de l'après-GATT, ces trois axes étant l'investissement dans la modernisation, la formation, l'éducation et la qualification des travailleurs, l'amélioration des équipements de télécommunications, enfin la promotion des transferts de technologies.

53. Il est apparu à l'évidence qu'un facteur critique du développement de Maurice était la constitution d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée et polyvalente, et le gouvernement mauricien investit largement dans l'éducation et la formation des travailleurs. L'éducation constitue pour le moment le plus important des postes du budget de l'Etat et la modernisation du système d'éducation dans son entier permettra de mieux répondre aux besoins de demain. S'agissant de la formation des travailleurs, le gouvernement entend assurer la qualification des travailleurs grâce à l'Office de formation industrielle et professionnelle et encourager les entreprises privées à se doter elles-mêmes de services de formation.

54. Depuis quelques années, la ventilation du PIB par secteur a fait ressortir une diminution constante de la contribution du secteur primaire et une augmentation de celle du secteur tertiaire.

55. La Loi de 1993 sur l'expansion industrielle a déjà mis en place l'infrastructure nécessaire pour la rationalisation des incitations à l'investissement, dans le dessein de donner à toutes les entreprises des possibilités égales. Cette infrastructure est surveillée de près et les modifications à y apporter en vue d'une consolidation ultérieure seront envisagées.

56. Le tourisme a été le secteur qui s'est le plus développé depuis trois ans, à raison d'un taux de croissance annuel moyen de 9,7 pour cent pour les années 1990-1992. Le gouvernement a eu pour politique de maintenir la croissance à un taux raisonnable de façon à rendre les opérations touristiques économiquement viables, socialement acceptables et écologiquement saines.

57. La politique monétaire a essentiellement eu pour but de consolider le marché de l'argent, à la fois pour assurer une bonne répartition des ressources financières et pour rétablir l'équilibre intérieur et extérieur de l'économie. Elle a donc été axée sur la réduction de l'inflation, l'absorption des liquidités excédentaires dans l'économie et l'encouragement de l'épargne.

58. Dans le secteur financier non bancaire, les activités boursières se sont développées. Ce développement se poursuivra grâce à la consolidation des dispositifs en place, y compris les avantages fiscaux offerts aux investisseurs, l'ouverture de la Bourse aux investissements étrangers, la suspension de toutes les restrictions sur les changes, la privatisation d'un certain nombre de sociétés d'Etat et des mesures destinées à augmenter l'efficacité et la transparence des opérations boursières.

59. Bien qu'il n'existe que depuis peu, le secteur mauricien des services offshore a assis sa crédibilité de nouveau secteur sur la qualité de ses services qui offrent à la fois sécurité et respectabilité. La politique officielle a maintenant pour but l'intégration progressive du secteur offshore dans l'économie intérieure.

60. La Régie mauricienne du port franc intervient en tant que lieu central de stimulation de la croissance économique régionale par des activités de transbordement et de réexportation entre le continent africain, les pays de l'océan Indien et l'Extrême-Orient.

61. Les responsables des politiques mauriciennes se préparent à un autre cycle de croissance rapide fondée sur la confiance instaurée et les succès remportés dans le milieu de la décennie 1980. Pour cela, il est indispensable de doter le pays d'une infrastructure macro-économique saine, nécessaire pour créer un climat favorable à l'épargne, à l'investissement et à une croissance non assortie d'inflation, et la politique des autorités est essentiellement conçue dans cette intention. On mettra également l'accent sur l'efficacité des marchés des facteurs dans le dessein d'affecter à leurs meilleurs usages les ressources productives, y compris la main-d'oeuvre qui commence à faire défaut; à cela viendront s'ajouter des mesures d'amélioration de la productivité moyennant le perfectionnement des techniques et des qualifications des travailleurs.

ii) Instruments de politique commerciale

62. Le gouvernement s'efforce avec énergie d'intégrer Maurice dans le contexte de l'OMC et a bien conscience qu'il a l'obligation fondamentale d'incorporer dans la législation du pays les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Des actions ont déjà été entreprises en ce sens mais, considérant la difficulté de l'exercice, Maurice a fait savoir au Secrétariat de l'OMC que le pays avait besoin d'une assistance technique pour aligner sa législation sur les obligations inscrites dans l'Accord.

63. Depuis janvier 1995, Maurice satisfait à ses obligations en matière de notification et a déjà envoyé à l'OMC toute une série de notifications concernant l'évaluation en douane, les organismes de commerce d'Etat, les licences d'importation, les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, les règles d'origine, les subventions, les mesures antidumping et les mesures compensatoires.

64. Le principal instrument de politique commerciale de Maurice est le tarif douanier. Les droits de douane sont régulièrement revus, comme le prouvent leurs abaissements récents sur plus de 4 000 positions du tarif. Le contrôle des importations reste minimal et concerne aujourd'hui quelques produits sous licence pour des raisons de santé, de sécurité, de protection des végétaux ou de protection de l'environnement. Maurice a consolidé ses droits sur tous les produits agricoles ainsi que sur un nombre limité de produits industriels, contribution modeste mais positive d'un pays en développement au renforcement du système multilatéral de commerce. Le représentant de Maurice a ajouté que les droits effectivement appliqués s'établissaient bien au-dessous des droits consolidés.

65. Il n'en a pas moins reconnu que la distinction actuellement faite entre territoires "déclarés" et "non déclarés" dérogeait aux principes de la nation la plus favorisée et du traitement national, mais cet état de fait avait des racines historiques et ne tenait pas à une intention délibérée de discrimination.

66. En matière d'évaluation en douane, Maurice a déposé une demande d'assistance technique auprès de l'OMC dans le dessein d'élaborer des lois et règlements adéquats. Bien que Maurice puisse se prévaloir d'un moratoire de cinq ans pour l'application des dispositions de l'Accord sur la valeur en douane, elle s'efforcera de l'appliquer au plus tôt, une fois que sa législation aura été adaptée et que son personnel douanier aura reçu une formation suffisante.
67. Maurice vient de remettre au Secrétariat une notification concernant les entreprises de commerce d'Etat. Leur finalité fondamentale est d'assurer un approvisionnement régulier en produits d'importance vitale, et cela à un prix raisonnable pour la population.
68. De même, si l'adhésion à l'Accord sur les marchés publics demeure facultative, Maurice n'en a pas moins chargé une commission d'étudier les dispositions de cet Accord et de formuler les recommandations qui conviendront. Le rapport de la commission est actuellement à l'étude.
69. En ce qui concerne le coût du transport du sucre, le regroupement des exportateurs de sucre dans le Mauritius Sugar Syndicate, organisation privée indépendante du gouvernement, a amélioré le pouvoir de négociation de ces exportateurs face aux compagnies de navigation.
70. Maurice est renommée pour bien se conformer aux règles sanitaires et phytosanitaires. Un contrôle rigoureux de quarantaine lui a épargné certaines maladies que l'on constate dans la quasi-totalité des pays producteurs de sucre. Cependant, Maurice entreprend une révision majeure de son dispositif juridique et politique afin de s'adapter aux circonstances nouvelles et de se conformer à l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, inclus dans l'Acte final.
71. L'Accord sur l'agriculture prévoit un traitement spécial pour certains pays, en partie conformément à son article 15 concernant le traitement spécial et différencié et à son article 16 concernant les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. La Déclaration de Marrakech fait valoir la nécessité de se tenir à l'écoute des retombées du Cycle d'Uruguay sur les pays importateurs nets de produits alimentaires, dans le dessein de prendre des mesures positives qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs de développement. Maurice demandera l'appui de la communauté internationale afin de pouvoir profiter des possibilités offertes par les deux articles en question.
72. L'agriculture conserve pour Maurice une importance capitale, et c'est pourquoi le gouvernement mauricien prête à ce secteur une attention particulière afin d'assurer un traitement équitable à tous ceux qui y travaillent. Plusieurs intervenants dans le débat ont fait état des plafonds élevés des consolidations de droits sur les produits agricoles. Le représentant de Maurice a répété à l'OEPC que les taux effectivement appliqués étaient bien inférieurs aux taux plafonds, et s'établissaient en fait à zéro dans le cas des principaux produits importés. Il faut également relever que des précautions ont été prises pour que les politiques agricoles ne nuisent pas à l'environnement. Les chiffres et les informations publiés par l'Institut mauricien de recherche sur l'industrie sucrière démontrent que les quantités de nitrates, par exemple, ou encore d'herbicides utilisées sont inférieures aux limites fixées par l'OMS. De plus, grâce à l'utilisation judicieuse du génie biologique, il n'est pas besoin d'utiliser des insecticides pour la protection des plantations de canne à sucre.
73. La deuxième présentatrice a demandé si la Loi de 1993 sur l'expansion industrielle, conçue pour assurer l'égalité des chances, consistait à offrir des avantages à tous, ou bien si elle avait simplement pour but de conférer plus de transparence aux programmes d'incitation. La présentatrice a proposé que, s'il était trop compliqué d'expliquer oralement les programmes d'incitation consolidés dans la législation de 1993, les autorités mauriciennes pourraient le faire par écrit. Elle a également demandé s'il avait été arrêté un calendrier d'alignement de la législation mauricienne sur les obligations des

Membres de l'OMC, si, dans le cadre de la restructuration du secteur agricole, le régime des entreprises de commerce d'Etat et celui des monopoles d'importation persisteraient, enfin quel était le niveau de sécurité alimentaire ou le plafond des réserves jugé suffisant.

74. Le premier présentateur a recommandé d'uniformiser les taux consolidés avec les taux effectivement appliqués dans le dessein de réduire encore les possibilités d'irrégularités dès lors que les formalités douanières ont été simplifiées. En ce qui concerne les pouvoirs discrétionnaires des ministères, il a demandé qui disposait de ces pouvoirs, quelle était la fréquence de leur utilisation, s'ils seraient abolis et, le cas échéant, quand. Au sujet des contrôles des prix, il a souhaité savoir s'il existait un calendrier de leur suppression progressive. Il a également demandé dans quelle mesure le gouvernement entendait encourager la privatisation intégrale des entreprises de commerce d'Etat.

75. La représentante de la Suisse a fait savoir que la distinction entre fournisseurs "déclarés" et "non déclarés" préoccupait sa délégation et elle a demandé si les autorités avaient arrêté un calendrier d'élimination de cette dérogation au principe de la nation la plus favorisée. Le représentant du Canada a répété sa question concernant le recours aux services du CCI. Le représentant des Etats-Unis a demandé s'il serait possible d'appliquer le principe du traitement national aux sous-secteurs du tourisme énumérés dans la liste d'engagements spécifiques de Maurice.

76. Le représentant de Maurice a répondu que les autorités de son pays allaient étudier la question des fournisseurs "déclarés" et "non déclarés". A titre de première information, il a précisé que la liste des fournisseurs "déclarés" tirait son origine des préférences du Commonwealth et avait été ensuite étendue à d'autres pays. Avant la restructuration du tarif douanier effectuée en 1994, la marge de préférence accordée aux fournisseurs "déclarés" avait varié entre 5 et 60 pour cent mais, depuis 1994, elle a été rétrécie de sorte que les fournisseurs "non déclarés" ne doivent acquitter qu'une surtaxe de 20 points de pourcentage sur les importations frappées de droits égaux ou supérieurs à 55 pour cent. Dans le futur, le tarif sera modifié pour le rendre conforme aux dispositions qui régissent l'OMC.

77. La Loi sur l'expansion industrielle a consolidé une série de programmes d'incitations fiscales dans un cadre harmonisé: les exonérations n'étaient autrefois accordées qu'aux entreprises travaillant pour l'exportation mais elles le sont maintenant aussi aux entreprises qui desservent le marché intérieur. Il a été fait appel aux services du Centre du commerce international pour l'implantation du port franc et pour les besoins de MEDIA, c'est-à-dire de la Régie de développement des exportations. Les droits consolidés ont été négociés et on pourra envisager l'harmonisation des droits consolidés avec les droits effectivement appliqués une fois adoptée une législation de réforme du commerce. Une sous-commission étudie actuellement les points de la législation mauricienne qu'il faut modifier pour la rendre conforme aux dispositions de l'OMC.

78. Les contrôles des prix sur les produits locaux et les produits importés seront supprimés dès lors qu'une concurrence suffisante régnera sur le marché intérieur. Le commerce d'Etat a été institué à titre de mesure réglementaire pour protéger les économiquement faibles contre les abus et c'est ainsi que le prix du riz a baissé de moitié à la suite de l'instauration du commerce d'Etat de cette denrée. Si la minoterie locale pouvait aligner ses prix sur ceux des importations de la SCE, il serait possible de lui concéder l'intégralité du contrat d'approvisionnement. L'approvisionnement a été libéralisé à la suite de la faillite récente d'un fournisseur traditionnel et, dès lors, la contribution de la Société de commerce d'Etat s'y est trouvée réduite et le solde a été attribué à une société privée étrangère. Des mesures ont déjà été prises en vue de la privatisation des entreprises de commerce d'Etat, mais leur privatisation intégrale prendra plusieurs années. Afin d'éviter que des monopoles privés ne se substituent aux monopoles publics, il faut créer une structure réglementaire qui protège les intérêts des consommateurs contre les abus des puissances du marché. Une fois ce cadre réglementaire mis en place, le gouvernement envisagera de réduire encore ses parts de marché.

79. La question de la renonciation aux pouvoirs discrétionnaires du Ministre des finances, qui ont été utilisés avec modération et dans des circonstances imprévues que ne prévoyait pas la législation existante, va être revue. Par contre, aucun plan n'a été élaboré pour modifier la liste des engagements relatifs aux services.

iii) Politiques sectorielles

80. Le représentant de Maurice a fait savoir à l'Organe d'examen des politiques commerciales que la taxe sur les exportations de sucre avait été supprimée à compter de l'exercice budgétaire 1994/95 dans le cadre d'un compromis conclu entre le gouvernement et les producteurs assujettis au paiement de cette taxe. En contrepartie de cette suppression, les producteurs de sucre ont accepté de créditer trois fonds d'un montant de 350 millions de roupies. Vingt pour cent des parts sociales des sociétés sucrières seront cédés à un fonds sucrier d'investissement qui cédera ensuite ses parts aux planteurs et à leurs salariés. Les producteurs sont également convenus de moderniser leurs méthodes de production et de favoriser la diversification des productions agricoles.

81. La canne à sucre est le végétal qui s'accommode le mieux de l'écosystème de Maurice, exposé aux cyclones. De nombreuses tentatives de culture d'autres végétaux ont abouti à des échecs et la plupart des cultures alimentaires se pratiquent sur les plantations de canne à sucre, entre les rangées ou par rotation.

82. La production locale ne pourra pas se substituer aux importations alimentaires. Les achats de riz, de farine de blé, de lait et de produits laitiers, de viande et d'huile comestible constituent l'essentiel de la facture de ces importations. Il sera impossible de parvenir à l'auto-provisionnement intégral en viande et en lait mais, par contre, Maurice envisage l'organisation d'une production animale sur le plan régional et non plus national.

83. La deuxième présentatrice a demandé si le gouvernement de Maurice souhaitait commenter les restrictions imposées par la législation en vigueur sur la migration de main-d'oeuvre hors du secteur sucrier.

84. Le représentant de Maurice a précisé que la législation de l'emploi dans ce secteur avait connu plusieurs modifications: employeurs et syndicats sont convenus de renoncer à la restriction imposée à la réduction de la main-d'oeuvre dans le secteur sucrier et la législation à venir va codifier ce changement d'attitude. Il existe cependant une véritable pénurie de main-d'oeuvre et les producteurs ont demandé l'autorisation de faire appel à des travailleurs étrangers. Les membres de l'OEPC ont été ensuite informés, suite à une autre question posée, que les travailleurs étrangers, au nombre d'environ 12 000 à 14 000, en provenance principalement de l'Inde, de la Chine, de Sri Lanka et de Madagascar, étaient employés essentiellement dans la zone de transformation pour l'exportation. S'agissant des recyclages destinés à favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre, les autorités étudient actuellement les besoins en matière de requalification. En réponse à une question du Président, le représentant de Maurice a déclaré que la direction du Fonds sucrier d'investissement se composerait de représentants des planteurs, des travailleurs et des pouvoirs publics.

iv) Politiques et contraintes extérieures

85. Le représentant de Maurice a précisé que son gouvernement pratiquait une politique commerciale ouverte sur l'extérieur et cherchait à mettre en oeuvre des politiques d'exportation sur les plans à la fois du commerce et de l'investissement. Maurice était un membre actif de plusieurs groupements économiques régionaux, dans le dessein de développer la coopération économique transfrontières qui lui permet de profiter des possibilités offertes par l'intégration de la région d'Afrique australe. La

Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAM), à laquelle venait d'adhérer Maurice, insistait sur la coopération pour le développement dans un certain nombre de secteurs-clés, venant ainsi compléter l'action d'autres groupements régionaux tels que la Commission de l'océan Indien ou le COMAOA. Maurice a participé à l'initiative récente des pays riverains de l'océan Indien consistant à créer un forum régional qui réunisse des représentants des pouvoirs publics, du monde des affaires et du monde universitaire. Le représentant de Maurice estimait que la coopération régionale n'était pas incompatible avec le système de commerce multilatéral mais constituait une étape initiale dans la voie d'une intégration économique plus poussée dans un contexte multilatéral.

86. Membre fondateur de la ZEP, du CBI et de la Commission de l'océan Indien, participant également à la Communauté de développement de l'Afrique australe, Maurice ne voit aucune contradiction ni aucun inconvénient à participer à plusieurs organisations régionales; au contraire, elle estime que cette appartenance apporte des avantages à tous les participants. Le représentant du Zimbabwe a déclaré pouvoir partager ce point de vue mais a insisté sur l'importance de ne pas se disperser et de demeurer ouvert sur l'extérieur en matière d'intégration régionale. On a relevé que l'Association des riverains de l'océan Indien, c'est-à-dire l'Australie, le Kenya, l'Inde, Maurice, Oman, Singapour et l'Afrique du Sud présente aux premières réunions de cette année, commençait à travailler en tant que forum d'information. Le représentant de l'Union européenne a demandé si le gouvernement mauricien avait étudié les effets que pourrait avoir sur le budget l'adoption, d'ici à 2004, d'un tarif extérieur commun, comme le proposait le COMAOA. Le représentant de Maurice a répondu que l'expansion des échanges qui résulterait de l'abaissement des droits de douane profiterait à tous les pays de la région, et a ajouté qu'une étude effectuée par le Secrétariat du COMAOA sur l'application d'un tarif extérieur commun était actuellement communiquée aux gouvernements des pays pour examen plus approfondi.

v) Droits de la femme

87. Le représentant de Maurice a déclaré, à ce sujet, que son pays avait adopté en août 1995, avant la Conférence des Nations Unies sur les femmes tenue à Beijing, une législation en vue de modifier la Constitution mauricienne pour en éliminer toute discrimination fondée sur le sexe; la Loi relative à l'impôt sur le revenu a elle aussi été modifiée pour mettre les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes. Le représentant de Maurice a souligné que les principes de l'égalité des possibilités d'emploi et de l'égalité de salaire pour un travail égal étaient appliqués par principe dans la fonction publique et que, dans le cadre de sa politique sociale, le gouvernement préconisait de réserver aux handicapés physiques un certain pourcentage d'emplois dans le secteur privé et dans le secteur public.

88. Pour conclure, le représentant de Maurice, relevant que l'essentiel de l'examen des politiques commerciales était d'assurer "un franc échange de vues sur les effets économiques et sur l'application des politiques en vigueur", a estimé que cet objectif avait été atteint. Durant la réunion, la délégation mauricienne avait eu l'occasion de donner la preuve de son sens des responsabilités, s'agissant de se conformer aux engagements pris dans le cadre de l'OMC, en tirant au clair les ambiguïtés concernant les politiques de commerce et d'investissement. Le représentant de Maurice a remercié les participants de leurs félicitations ainsi que de leurs incitations à la prudence et a de nouveau insisté sur le respect dans lequel son gouvernement tient les principes de l'OMC.

VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DU PRESIDENT DU CONSEIL

89. L'OEPC a examiné pour la première fois durant les deux jours écoulés les politiques et pratiques commerciales de Maurice. Les observations qui suivent visent à résumer les points essentiels qui se sont dégagés de cet examen. Comme de coutume, elles sont faites sous ma seule responsabilité et ne sauraient se substituer à l'évaluation collective de l'OEPC. Le débat sera intégralement repris dans le compte rendu de la réunion.

90. Le débat a porté sur quatre thèmes:

i) Orientation générale de l'action des pouvoirs publics

91. Les membres ont reconnu que les programmes d'ajustement structurel entrepris par Maurice dans les années 80 avaient posé les fondements d'une décennie de forte croissance et permis à Maurice de tirer pleinement parti des possibilités d'accès aux marchés offertes à ses exportations, en particulier grâce aux préférences commerciales sur le marché de l'Union européenne. Toutefois, une économie bipolaire s'était développée, l'Etat continuant à protéger la production nationale. Les membres ont instamment demandé aux autorités de tenir particulièrement compte de cette situation et de prendre les mesures correctives appropriées.

92. Maurice s'efforçait désormais d'intégrer son économie en adoptant une politique plus ouverte vers l'extérieur, avec notamment une libéralisation du commerce. Le gouvernement avait réagi positivement au Cycle d'Uruguay et était sérieusement déterminé à respecter les principes du système commercial multilatéral. Par ailleurs, la diversification de l'économie se poursuivait avec le développement du port franc et des services offshore. Certains membres ont toutefois noté que la progressivité des droits et les taux effectifs de protection semblaient encore élevés, malgré la notable libéralisation du commerce; l'abondance des mesures d'incitation tendait à nuire à la transparence du système et accentuait quelque peu le pouvoir discrétionnaire de l'Etat.

93. La réforme du régime des échanges commerciaux s'était traduite notamment par la suppression des restrictions quantitatives, l'abaissement des taux de droits maximaux et moyens et l'élimination du prélèvement à l'importation comme de la taxe à l'exportation du sucre. La plupart des contrôles des prix avaient été supprimés, mais des préoccupations ont été exprimées concernant ceux qui subsistaient. Certains membres ont estimé que l'importance considérable des recettes douanières dans le budget pouvait empêcher une réduction et une simplification plus poussées des droits de douane. Il a également été noté qu'il était nécessaire de prendre des mesures en vue de mettre en valeur les ressources humaines et d'assurer la mobilité de la main-d'oeuvre dans le dessein de procéder à une réforme du marché des facteurs et d'accroître ainsi la productivité.

94. En réponse, le représentant de Maurice a souligné que la politique de son gouvernement privilégiait l'amélioration de la productivité et de la compétitivité dans tous les secteurs, tout en cherchant à réduire au minimum le coût de la transition vers le libre-échange. La stratégie mauricienne insistait sur l'investissement dans la formation, l'enseignement et l'amélioration des qualifications dans le dessein de rendre l'économie plus compétitive. De plus, l'accent était mis sur le développement des télécommunications et la promotion des transferts de technologies. A cet égard, l'intervenant a insisté sur la nécessité de maintenir une infrastructure macro-économique solide qui contribuerait à accroître l'efficacité du marché des facteurs; c'est ainsi, en particulier, que la politique monétaire avait visé à réduire l'inflation et encourager l'épargne. La contribution du secteur tertiaire au PIB avait régulièrement augmenté ces dernières années, le tourisme ayant enregistré la plus rapide croissance. Les activités du marché des valeurs mobilières étaient encouragées. La progression du secteur des services offshore avait été importante et les mesures mises en place tendaient à intégrer ce secteur dans

le secteur intérieur, tandis que la Régie du port franc constituait le foyer des activités de transbordement et de réexportation. Sur la question spécifique des droits de la femme, une nouvelle législation avait été adoptée pour assurer l'égalité de traitement et l'égalité des chances en matière d'emploi.

ii) Instruments spécifiques de la politique commerciale

95. Des membres ont félicité Maurice d'être l'un des Membres fondateurs de l'OMC et ont salué l'engagement pris par ce pays en cette qualité. Ils ont souligné que Maurice devait adapter rapidement ses lois commerciales aux dispositions de l'OMC et ont approuvé la demande d'assistance technique présentée par Maurice à cet effet. Les lois nouvelles ou modifiées devraient être dûment notifiées.

96. Les membres ont pris note avec satisfaction de la réforme tarifaire mais se sont inquiétés du nombre modeste des consolidations dans le secteur industriel. Malgré la consolidation des droits de douane sur les produits agricoles, les taux plafonds étaient considérablement supérieurs aux taux appliqués, d'où le risque d'irrégularités douanières. Le gouvernement mauricien a été encouragé à harmoniser les taux consolidés avec les taux appliqués.

97. Les membres ont débattu de la discrimination, en matière de droits de douane, entre les fournisseurs déclarés et les fournisseurs non déclarés, ainsi que de l'application différente des droits d'accise selon qu'il s'agissait de produits mauriciens ou de produits importés. Il a été instamment demandé à Maurice de supprimer ces éléments discriminatoires et d'appliquer le principe NPF et celui du traitement national.

98. Les membres ont reconnu les efforts déployés par Maurice pour adapter et améliorer ses normes et réglementations en conformité avec les instruments de l'OMC en la matière. Certains ont fait observer que le maintien en activité des entreprises commerciales d'Etat, conjointement avec le régime de licences d'importation, le contrôle des prix et les subventions à la consommation, remettait en question le fonctionnement du mécanisme du marché et allait à l'encontre de la libéralisation des échanges. Des questions ont également été posées concernant les procédures en vigueur en matière de correctifs commerciaux, par exemple les mesures antidumping, et l'éventuelle introduction d'une législation dans ce domaine.

99. Des membres ont noté que Maurice avait déjà une législation et des procédures de mise en oeuvre pour lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle, mais ont demandé des précisions sur cet aspect de cette législation et sur les modifications qu'il serait nécessaire d'adopter pour en assurer la compatibilité avec les dispositions de l'OMC. Une question a été posée concernant la conformité des mesures commerciales liées à l'environnement avec ces dispositions.

100. En réponse, le représentant de Maurice a évoqué les mesures actuellement prises par son gouvernement pour intégrer sa législation nationale dans le système de l'OMC. Maurice a déjà notifié à l'OMC un grand nombre de ses lois et procédures existantes et une sous-commission étudiait les autres prescriptions en matière de notification. Maurice souhaitait recevoir une assistance technique en vue de son intégration dans certains autres domaines, notamment celui de l'évaluation en douane. L'interdiction des exportations de corail et de coquillages en vue de protéger l'environnement avait été notifiée au titre de l'article X et justifiée au titre de l'article XX du GATT.

101. Les droits de douane constituaient le principal instrument de politique commerciale. Le niveau des consolidations offertes par Maurice correspondait à celui de son développement et, dans un grand nombre de cas, les taux appliqués étaient bien inférieurs aux taux consolidés. Ceux-ci avaient été négociés dans le cadre du Cycle d'Uruguay et, pour l'instant, il n'était pas possible de prévoir un autre calendrier pour l'harmonisation des taux consolidés avec les taux appliqués, bien que cette question puisse être rattachée à l'introduction d'une législation en matière de droits antidumping ou compensateurs.

La distinction opérée au niveau des droits de douane entre les territoires déclarés et les territoires non déclarés avait une origine historique. Il n'était pas dans l'intention du gouvernement mauricien de favoriser la discrimination: les différences de traitement avaient d'ailleurs été atténuées avec le temps. Maurice reconnaissait que des mesures correctives devaient être prises pour aligner son régime tarifaire sur les principes NPF.

102. Les entreprises commerciales d'Etat étaient maintenues en place afin d'assurer un approvisionnement régulier en produits de base à des prix raisonnables pour la population; le contrôle des prix était lié à leur fonctionnement, mais le gouvernement entendait libéraliser les prix dès que des conditions de concurrence adéquates régneraient sur le marché. Il avait l'intention d'aller plus loin en matière de privatisations tout en évitant les abus et la création de monopoles privés. Maurice étudiait le rapport d'une commission concernant l'Accord sur les marchés publics en vue d'une possible adhésion. Enfin, Maurice avait utilisé les services du Centre du commerce international à de nombreuses fins de son développement commercial.

iii) Politiques sectorielles

103. Les membres ont pris acte des efforts déployés par Maurice pour promouvoir la diversification de son secteur industriel, et en particulier pour procéder à une transition en douceur dans le processus de démantèlement progressif de l'Arrangement multifibres. Ils ont insisté sur le fait que la structure des incitations devait être claire, non discrétionnaire et transparente.

104. Les membres ont pris acte avec satisfaction de la suppression de la taxe sur les exportations de sucre. D'importantes initiatives paraissaient avoir été prises en matière d'investissement dans le secteur sucrier, mais on ne voyait pas clairement ce qui était fait pour accroître les autres productions vivrières et permettre l'intégration de l'économie rurale. Compte tenu des préoccupations exprimées par Maurice et d'autres pays importateurs nets de produits alimentaires au sujet des retombées de la hausse des cours mondiaux sur leur facture d'importation, la diversification semblait devoir s'imposer. Un certain nombre de participants ont fait observer que les interdictions d'importer et le régime des licences étaient appliqués pour assurer la sécurité alimentaire et l'auto approvisionnement. Des membres ont noté que Maurice devait mettre ses pratiques agricoles en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC et que son objectif ultime devait être de libéraliser son commerce d'importation et de permettre au mécanisme du marché de fonctionner. Des membres se sont également interrogés sur la nécessité de réintroduire des subventions à la consommation pour les denrées alimentaires de base.

105. Pour ce qui est des services, les membres se sont félicités des engagements pris par Maurice dans les secteurs du tourisme et des télécommunications. Cependant, le régime réglementaire mauricien ne prévoyait pas le traitement national des fournisseurs étrangers dans tous les domaines figurant sur la liste et le gouvernement mauricien a été encouragé à accentuer la libéralisation en améliorant ses engagements dans le cadre de l'AGCS. Les services financiers ont été largement libéralisés et il a été créé un secteur offshore qui connaît déjà une croissance exceptionnelle.

106. En réponse, le représentant de Maurice a signalé que la Loi de 1993 sur l'expansion industrielle avait regroupé toutes les incitations, rendant ainsi le système à la fois plus transparent et moins assujéti à la discrétion des pouvoirs publics. Il a ajouté qu'il fallait considérer la diversification du secteur agricole en tenant compte de l'importance du secteur sucrier au regard de l'écosystème de l'île. Maurice était consciente des limites de ses productions vivrières, qui ne pourraient pas se substituer aux importations: ainsi, l'auto approvisionnement serait impossible à atteindre pour des produits tels que la viande ou le lait. Même si certains droits consolidés restent élevés dans le secteur agricole, les droits appliqués aux produits alimentaires importés sont systématiquement très faibles ou nuls. Maurice a

de bons antécédents en matière de conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires, mais envisage néanmoins de réviser ses réglementations afin de les rendre entièrement compatibles avec les obligations imposées par l'OMC à cet égard. Le représentant de Maurice a mis particulièrement l'accent sur les aspects écologiques du développement agricole.

107. En ce qui concerne les services, le représentant de Maurice a répondu qu'aucune modification de la liste de son pays dans le cadre de l'AGCS n'était pour le moment envisagée.

iv) Environnement extérieur

108. Il était probable que les résultats du Cycle d'Uruguay entraîneraient une certaine érosion des préférences tarifaires, notamment dans les secteurs des textiles, des vêtements et du sucre. A cet égard, certains membres ont instamment demandé la levée rapide des restrictions sur les exportations mauriciennes de vêtements. Certains ont également avancé l'idée que les petits pays insulaires en développement méritaient une attention spéciale au sein de l'OMC.

109. Plusieurs membres ont relevé la participation croissante de Maurice à des arrangements régionaux et reconnu qu'elle pouvait aider à l'effort de libéralisation des échanges, et ils ont instamment demandé à Maurice d'observer les règles et disciplines du système multilatéral.

110. Le représentant de Maurice a répondu que la politique commerciale de son pays restait ouverte sur l'extérieur. Ainsi, son pays participait activement à divers groupements économiques régionaux, notamment le COMAOA, le SAC et la Commission de l'océan Indien, ce qui, selon lui, était complémentaire de sa participation au système multilatéral. Il estimait que de telles initiatives, qui n'étaient pas, de par leur nature, tournées vers l'intérieur, étaient conformes à l'article XXIV du GATT et pouvaient être considérées comme un premier pas vers une plus étroite intégration économique multilatérale.